



PREFET DE L'AUBE

Arrêté n° PCICP2019196 - 0002

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

---  
Monsieur Joseph RENARD  
Commune de BARBEREY-SAINT-SULPICE

---  
**Arrêté Préfectoral de mise en demeure**

---  
Le Préfet de l'Aube,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, en particulier ses articles R. 512-46-1 et suivants, L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5,
- VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement et en particulier la rubrique n°2718 - « *Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux* » dont le seuil de l'autorisation est de 1 tonne,
- VU l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret du 12 juillet 2017 nommant Mme Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube,
- VU le décret du 9 août 2017 nommant M. Thierry MOSIMANN, préfet de l'Aube,
- VU l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 portant délégation de signature à Mme Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube,
- VU le rapport SAU2/E/FDLH/MT n° 19-090 faisant suite à la visite du 27/02/2019 de l'inspection des installations classées de la DREAL du GRAND-EST transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception, en date du 19 juin 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 sus-visés, lui laissant un délai de

15 jours pour faire part de ses remarques sur le projet d'arrêté de mise en demeure annexé audit rapport,

VU l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure,

**CONSIDERANT** qu'il a été constaté lors de la visite sus-visée la présence de plus d'une tonne de déchets dangereux sur la parcelle cadastrale numéro ZA 0039 de la commune de BARBEREY-SAINT-SULPICE,

**CONSIDERANT** que l'activité exercée par Monsieur Joseph RENARD relève de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature,

**CONSIDERANT** que le premier paragraphe de l'article L. 171-7 susvisé prescrit :

*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an.*

*Elle peut suspendre le fonctionnement des installations et ouvrages ou la poursuite des travaux, opérations ou activités jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la déclaration ou sur la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification, à moins que des motifs d'intérêt général et en particulier la préservation des intérêts protégés par le présent code ne s'y opposent.*

*L'autorité administrative peut, en toute hypothèse, édicter des mesures conservatoires aux frais de la personne mise en demeure. »*

**CONSIDERANT** que lesdites installations sont exploitées sans l'arrêté d'autorisation requis par le code de l'environnement et qu'elles présentent des risques de pollution pour les sols, le sous-sol, l'atmosphère (traces de brûlage à l'air libre) et les eaux souterraines,

**CONSIDERANT** qu'il convient de mettre en demeure Monsieur Joseph RENARD de régulariser sa situation et, dans l'attente qu'il soit statué sur cette demande de régularisation, de prendre des mesures conservatoires,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 - Mise en demeure**

Monsieur Joseph RENARD est mis en demeure de régulariser, dans un délai de 6 mois, la situation des installations exploitées sur la parcelle cadastrale numéro ZA 0039 de la commune de BARBEREY-SAINT-SULPICE, au lieu dit « Les Pointes Saurey » :

- soit par le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation dans les formes fixées par les articles L. 181-1 et suivants du code de l'environnement ;
- soit, le cas échéant, en notifiant la cessation d'activité et en transmettant un mémoire de cessation d'activité dans les formes prévues aux articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement (avec évacuation de l'ensemble des déchets présents, dépollution à ses frais des zones impactées et transmission des justificatifs au préfet).

## **ARTICLE 2 – Suspension**

L'activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux est suspendue jusqu'à ce qu'il soit statué sur le dossier de demande d'autorisation environnementale de régularisation d'activité demandé à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

## **ARTICLE 3 - Mesures conservatoires**

Dans l'attente qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation, Monsieur Joseph RENARD est tenu d'évacuer l'ensemble des déchets vers des installations dûment autorisées à les traiter sous un délai de deux mois.

Les justificatifs devront être transmis au préfet et à l'inspection des installations classées dans le même délai de deux mois.

Le site devra être remis en état et dépollué dans un délai de quatre mois et les justificatifs transmis au préfet.

## **ARTICLE 4 - Frais**

L'ensemble des frais liés aux opérations mentionnées dans le présent arrêté sont à la charge de Monsieur Joseph RENARD.

## **ARTICLE 5 - Sanctions**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 6 - Recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE cedex ou par le biais de l'application telerecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

### **ARTICLE 7 - Notification**

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Joseph RENARD.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BARBEREY-SAINT-SULPICE et mise à disposition de toute personne intéressée.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pour une durée de deux mois.

### **ARTICLE 8 - Exécution**

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi que monsieur le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le 15 JUL. 2019

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,  
Pour la secrétaire générale absente,  
La sous-préfète de l'arrondissement de Bar-sur-Aube,



Emilia HAVEZ